

Économie sociale et solidaire dans la Grande Région:

Évaluation et mise en réseau

Rapport final du groupe de travail 4

„Économie sociale et solidaire“

du Comité économique et sociale de la Grande Région

adopté par l'Assemblée plénière du CESGR le 17 décembre 2007

Réseau
de l'Économie sociale et solidaire
de la Grande Région



Sommaire

I. Mission

II. Approche méthodologique des travaux

- 2.1 Terminologie
- 2.2 Identification des composantes et des points focaux de l'économie sociale et solidaire au sein de la Grande Région

III. Forum de l'économie sociale et solidaire du 19/11/2007

- 3.1 Objectif de la manifestation
- 3.2 Résumé des résultats des ateliers

IV. Conclusions

V. Recommandations au Sommet

VI. Annexes

- Annexe 1 : Liste des participants au Forum
- Annexe 2 : Liste exhaustive des opérateurs sélectionnés
- Annexe 3 : Grille opérateurs
- Annexe 4 : Programme du Forum
- Annexe 5 : Membres du groupe de travail

I. Mission

La mission confiée par le Sommet comporte trois étapes essentielles :

- 1) Identification des composantes de ce secteur avec le concours des points focaux existant dans chacune des régions partenaires ;
- 2) Examen des possibilités de mise en réseau du secteur susceptibles d'être développées au sein de la Grande Région ;
- 3) Organisation d'un Forum

II. Approche méthodologique des travaux

Dans la mission adressée au groupe de travail il est souligné qu'il ne s'agira pas d'analyser le marché de l'économie sociale. C'est ainsi qu'une documentation sur la définition de l'économie sociale divergeant d'un pays à l'autre a été mise à la disposition des membres avant la première réunion ce qui a permis d'entamer directement les travaux. (cf. Résumé « *Terminologie* » ci-dessous)

Les membres du groupe de travail se sont mis d'accord sur une définition la plus large possible de l'économie sociale englobant toutes les spécificités territoriales.

2.1 Terminologie

Historiquement, l'**économie sociale** en Europe a pris naissance au XIX siècle, dans la période entre 1844 (émergence de la coopérative au Royaume Uni) et 1901 (vote de la loi des associations en France).

Depuis plus de vingt ans, c'est une conception bien plus spécifique de l'économie sociale qui s'affirme à l'échelle internationale.

Bien que le concept d'économie sociale semble désormais largement répandu, son contenu diffère largement d'un Etat à l'autre. Tandis que les définitions adoptées de l'économie sociale varient fortement, c'est l'existence d'un troisième secteur, aux côtés du secteur privé à but lucratif et du secteur public, que l'on découvre ou redécouvre un peu partout.

Schématiquement, deux approches principales peuvent être relevées : une définition fondée sur la forme juridique adoptée et une définition reposant sur l'objet de l'activité. La Commission européenne définit l'économie sociale à partir des formes juridiques retenues par les entreprises concernées (coopératives, mutuelles, associations, fondations). Elle précise également que les associations et fondations se retrouvent souvent dans les services de bien-être, de sport, de loisir et de culture, etc. et présentent les caractéristiques suivantes :

- adhésion volontaire,
- droits de vote reposant sur le principe d'égalité,
- résolutions prises à la majorité,
- cotisation et pas de contribution au capital,

- autonomie et indépendance,
- fourniture de services,
- travail bénévole, sport,
- fourniture importante de soins de santé, de soins aux personnes âgées et services sociaux.

L'économie sociale peut aussi se définir comme un modèle économique préconisant la réalisation de plus-values sociales répondant à des besoins de notre société. Ainsi, on entend par économie sociale des organismes qui poursuivent essentiellement des objectifs sociaux, se fondent sur des valeurs démocratiques et sont organiquement indépendants du secteur public. Leurs activités sociales et économiques sont principalement menées à bien dans des associations, coopératives, fondations et organismes similaires. Le principal moteur de l'économie sociale est le bien public ou le bien des membres et non les intérêts privés.

La notion d'économie sociale est souvent assimilée à d'autres notions-sœurs (secteur non marchand, secteur nonprofit, services de proximité, économie alternative ou solidaire, économie citoyenne, etc.) qui, si elles recouvrent des réalités proches, n'en sont pas pour autant des synonymes.

Selon le *Johns Hopkins Comparative Nonprofit Sector Project* (première étude qualitative et quantitative sur le secteur non-profit), le **Nonprofit Sector** est composé des organisations qui présentent les caractéristiques suivantes :

- elles sont formelles, c'est-à-dire qu'elles ont un certain degré d'institutionnalisation, ce qui suppose généralement la personnalité juridique;
- elles sont privées, c'est-à-dire distinctes de l'État et des organisations directement issues des pouvoirs publics;
- elles sont indépendantes, au sens où elles doivent avoir leurs propres règles et instances de décision;
- elles ne peuvent distribuer de profit à leurs membres et à leurs administrateurs;
- elles doivent résulter d'une adhésion libre et volontaire de leurs membres.

En fait, les principales divergences entre le secteur nonprofit et l'économie sociale se concentrent à deux niveaux. D'une part, l'approche "économie sociale" insiste sur le fonctionnement démocratique des organisations, alors qu'on ne trouve rien de tel dans l'approche *nonprofit*. D'autre part, par sa contrainte de non distribution des profits, l'approche exclut pratiquement toute la composante coopérative de l'économie sociale, puisque les coopératives redistribuent généralement une part de leurs excédents à leurs membres.

Le secteur non marchand comporte l'ensemble des organisations animées d'une finalité non lucrative et qui cherchent à financer leur production autrement que par la vente à un prix couvrant le coût de production.

Le secteur non marchand se distingue de l'économie sociale sur deux plans. Tout d'abord, il rassemble des organisations de la sphère publique. Ensuite, il exclut les entités appartenant à l'économie sociale qui produisent des biens et services individuels et dont les ressources proviennent quasi-exclusivement de la vente sur le marché.

L'économie solidaire est une forme émergente de l'économie sociale, surtout axée vers les initiatives de développement local, de réinsertion et de lutte contre l'exclusion.

France

En France, l'économie sociale regroupe les mutuelles, les coopératives, les associations. C'est l'alliance de ces trois familles qui vit sous le concept « économie sociale », reconnue officiellement par décret en 1981. La terminologie française est à l'origine de la définition adoptée par l'UE qui – complétée par un 4^{ème} pilier, les fondations – communément appelée CMAFFamille.

Cette approche juridico-institutionnelle est ancrée très concrètement dans l'histoire : ce sont là des formes d'organisation qui ont progressivement été reconnues par la loi de 1901.

Les caractères distinctifs de ces organismes sont assez souvent exprimés comme suit:

- liberté d'adhésion,
- non lucrativité individuelle (excédents non redistribués par rémunération du capital apporté)
- indépendance à l'égard des Pouvoirs Publics,
- gestion démocratique selon le principe : « une personne, une voix »

Belgique

La Wallonie a adopté une approche normative consistant à souligner les principes que les entités qui la composent ont en commun.

C'est sur cette base qu'a travaillé le Conseil Wallon de l'Économie Sociale (CWES) dès qu'il a été institué en décembre 1988 par l'Exécutif Régional Wallon.

Définition du Conseil Wallon de l'Economie Sociale [1990] :

"L'économie sociale se compose d'activités économiques exercées par des sociétés, principalement coopératives, des mutualités et des associations dont l'éthique se traduit par les principes suivants:

- finalité de service aux membres ou à la collectivité plutôt que de profit,
- autonomie de gestion, qui vise surtout à distinguer l'économie sociale des pouvoirs publics. En effet, les activités économiques menées par ces derniers ne disposent généralement pas de la large autonomie qui constitue un ressort essentiel de la dynamique associative.
- processus de décision démocratique, qui renvoie au principe "un homme - une voix" dans les organes souverains et souligne que l'adhésion et la participation aux décisions ne peuvent découler principalement de la propriété d'un capital.
- primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus."

Lorsqu'on l'applique à la réalité belge, le concept de Nonprofit Sector tel qu'il est défini au niveau international recouvre principalement les associations de fait, les ASBL et les établissements d'utilité publique. Ce concept limite donc le troisième secteur à la seule composante associative de l'économie sociale.

Allemagne

Tandis que la Belgique et la France apparaissent comme les véritables piliers de l'économie sociale, l'Allemagne a plus du mal à se reconnaître dans cette définition. Ainsi, en Allemagne on a plutôt recours au terme « services d'intérêt général ».

En Allemagne, le troisième secteur ne dispose d'aucun cadre légal, ni réglementaire et n'est pas mentionné en tant que tel dans les statistiques officielles. Il n'existe pas de définition unique du troisième secteur.

Le terme « troisième secteur » est souvent assimilé au secteur non-profit ou intermédiaire. La définition de non-profit sector proposée par le projet Johns Hopkins Comparative Nonprofit Sector (cf ci-dessus) comprend une grande partie des organisations œuvrant au sein du troisième secteur en Allemagne : associations, fondations, organismes pour le bien-être social, hôpitaux et organismes de santé non publics, ASBL et formes de sociétés similaires, fédérations économiques et professionnelles, syndicats, organisations des consommateurs, associations d'entraide, associations de citoyen et groupes pour la protection de l'environnement.

Tandis que ces composantes de l'économie sociale traditionnelle était encore très présentes jusqu'aux années 30, le national-socialisme provoqua les premières irrptions des coopératives. Les années d'après-guerre ont entraîné un deuxième processus d'érosion et d'évolution du secteur de l'économie sociale en Allemagne. Lors de cette longue phase de prospérité, les formes traditionnelles de l'économie solidaire sont passées au second plan. Les crises de l'économie de marché semblent avoir été évincées au profit du concept de l'économie sociale de marché.

Par conséquent, la notion de l'économie sociale s'est de plus en plus effacée, ainsi que l'intégration - sous-entendue par cette notion - d'objectifs à la fois économiques et sociaux. Les organisations et initiatives se sont dès lors transformées soit en sociétés purement commerciales soit en organismes agissant pour le bien-être social.

Aujourd'hui le troisième secteur se manifeste à travers les organismes prenant la forme juridique de fondation, d'association ou de coopérative. L'interdiction de redistribuer les excédents par rémunération du capital apporté constitue le critère de différenciation le plus important vis-à-vis du secteur privé.

Luxembourg

Au Luxembourg jusqu'à la fin des années '60, l'Église a été l'initiateur de tout le système de prise en charge tant au niveau social qu'au niveau de la santé.

Les changements sociaux de la fin des années '60 amenaient le gouvernement à mieux prendre en compte les besoins de la population. Ainsi l'Etat concluait, dès 1968, des conventions, prenant en charge des frais de personnel et de fonctionnement avec certaines congrégations.

C'est précisément sur ces bases de soutien et de participation étatiques que le troisième secteur au Luxembourg s'est développé.

Conventionnées par les Ministères de la santé, du travail, de la sécurité sociale, de la famille et de la solidarité, de la promotion féminine, de la culture ou de la jeunesse,

nombre d'initiatives d'origine privée ont vu le jour au cours des trente dernières années ; la plupart du temps sous forme d'association sans but lucratif (asbl.).

Cependant, il faut signaler que la plupart d'entre elles jouissent d'un mode de subventionnement intégral de leurs dépenses et n'ont donc à assurer aucun risque économique. Ainsi, au Luxembourg les pouvoirs publics assurent seuls la quasi-totalité des prestations sociales.

Or, l'économie sociale en tant que telle reste peu développée au Luxembourg et ne dispose d'aucun cadre légal, ni réglementaire.

2.2 Identification des composantes et des points focaux de l'économie sociale et solidaire au sein de la Grande Région

A l'issue de la première réunion une grille servant de base pour des descriptions d'acteurs (cf *annexe 3*) a été établie afin d'identifier des acteurs de l'économie sociale dans les différentes régions composantes.

Cette grille comporte des indications concernant l'activité principale et secondaire de l'organisme, le statut juridique, les ressources de financement ainsi qu'une personne de contact de l'organisme respectif. Les opérateurs ont également été questionnés sur leurs perspectives d'avenir et sur leur intérêt à participer à cette mise en réseau transfrontalière.

Les experts du groupe de travail ont identifiés pour :

- le Luxembourg 53 opérateurs
- la Communauté germanophone de Belgique 13 opérateurs
- la Province de Luxembourg 39 opérateurs
- la Sarre 18 opérateurs
- la Rhénanie-Palatinat 26 opérateurs
- la Lorraine 14 opérateurs

Dans un premier temps les opérateurs recensés ont été classés en trois groupes en fonction de leur finalité :

1. alternatives au marché privé,
2. réinsertion professionnelle et sociale
3. "économie pluraliste" : prestations privées, publiques et bénévoles locales

Dans la perspective du forum du 19 novembre 2007 à Eupen, cette liste d'opérateurs recensés a fait l'objet d'un deuxième tri.

Le but final de la mission consistant non seulement en l'organisation d'un forum, mais également en une mise en réseau durable entre ces acteurs de l'économie sociale et solidaire, le groupe de travail s'est fixé comme objectif d'identifier d'ici le second semestre 2007 cinq opérateurs disposés à coopérer.

Dans cette optique, l'objectif du forum est de servir d'initiateur en mettant en contact les acteurs de l'économie sociale et solidaire de part et d'autre des frontières et d'instaurer, sur le long terme, un réseau de coopération interrégionale.

Le groupe de travail s'est réuni à sept reprises:

Date	Sujet
13/12/2006	Réunion constitutive, délimitation de la mission, concertation sur l'approche à suivre; Présence du Vice-Ministre-Président de la Communauté germanophone de Belgique, Monsieur Bernd GENTGES
30/03/2007	Elaboration et envoi des grilles descriptives aux opérateurs de l'économie sociale des régions composantes de la Grande Région
26/04/2007	Concertation avec le Ministre-Président de la Communauté germanophone de Belgique Karl-Heinz LAMBERTZ sur l'organisation du Forum Première évaluation des grilles descriptives transmises par les opérateurs
18/06/2007	Approbation du logo et de l'acronyme pour le réseau ; première planification du forum: <ul style="list-style-type: none">- déroulement de la journée de la manifestation- thématiques des ateliers
10/09/2007	Planification du Forum : <ul style="list-style-type: none">- élaboration du programme- Déclaration d'intention
29/10/2007	Planification détaillée du déroulement du Forum
07/12/2007	Séance de clôture, Debriefing, élaboration des actes de colloque de la manifestation et des recommandations destinés au Sommet

III. Forum de l'économie sociale du 19/11/2007

3.1 Objectif de la manifestation

Le forum organisé par le Comité économique et social de la Grande Région sous le patronage du Ministre-Président de la Communauté Germanophone de Belgique dans le cadre de la mission confiée au CESGR par la Présidence du Sommet de la Grande Région se voulait un espace de rencontre et de mise en relation entre des partenaires potentiels.

La manifestation avait pour objectif la création d'un réseau transfrontalier de l'économie sociale et solidaire pour la Grande Région.

Un remerciement particulier est adressé à la Communauté Germanophone de Belgique qui, grâce à son soutien, a permis la tenue de cette manifestation ainsi qu'aux plus de 60 participants issus de 46 organismes marchands, d'utilité publique et locales de l'économie sociale et solidaire (groupements d'assistance sociale, associations, fondations, coopératives, initiatives locales en matière d'emploi, mutuelles, etc.) qui ont répondu à l'invitation du CESGR.

Création d'un réseau de l'économie sociale et solidaire

Le but final du mandat ne consistant non seulement dans l'organisation d'un forum, mais également en la création de liens durables entre les acteurs de l'économie sociale, le groupe de travail s'est fixé comme objectif d'initier un réseau transfrontalier rassemblant des organismes de l'économie sociale et solidaire de la Grande Région.

Dans cette optique, le forum du 19 novembre 2007 constituait un premier coup d'envoi et a contribué à établir un premier contact entre les acteurs transfrontaliers de l'économie sociale et solidaire dans le but de créer un réseau transrégional. Ceci s'est fait solennellement par la signature d'une déclaration d'intention dans le cadre de la plénière qui s'est tenue dans l'après-midi.

3.2 Résumé des résultats des ateliers

Les ateliers se sont concentrés sur les besoins et les attentes des organismes participants en matière de coopération transfrontalière.

Dans le souci d'engager un dialogue constructif d'échange des meilleures pratiques, les participants au forum se sont penchés, dans le cadre de deux plénières et de trois ateliers, sur la manière la plus efficace de tirer profit des effets synergiques et sur les conditions requises pour un échange de savoir-faire.

Les ateliers ont eu pour objectif d'élaborer des propositions concrètes à partir desquelles ont été déduites des recommandations sur le réseau transfrontalier à mettre en place.

Les participants ont discuté les bases d'une coopération future à travers deux questions qui, parallèlement à d'autres attentes des acteurs, ont été prises en compte dans le débat sur la création d'un réseau transfrontalier :

- Comment garantir son projet social face à la logique du marché, comment mieux intégrer l'économie sociale dans les marchés publics ?
- Comment promouvoir l'échange de bonnes pratiques, les transferts de savoir-faire et la coopération socio-économique au sein de la Grande Région ?

La plus-value d'un réseau transfrontalier du point de vue des opérateurs

Les participants se sont prononcés en faveur d'un développement d'outils structurels de mise en réseau des opérateurs de terrain et de l'utilisation des synergies à un niveau transfrontalier. Selon les participants un réseau transfrontalier offre les opportunités suivantes :

- Le réseau pourrait permettre de soutenir ses membres dans le cadre de procédures de passation de marchés publics et dans d'autres procédures, voire procès, comme un entrepreneur traditionnel pourrait l'être par sa fédération
- La force du réseau pourrait permettre d'établir des partenariats sur certains marchés avec des acteurs traditionnels de l'économie

- Ce réseau pourrait servir à apprendre à se connaître, à réfléchir autrement, à s'auto organiser
- Un tel réseau peut être une bonne occasion pour des petites structures pas encore « connectées » de rejoindre un réseau.
- Un réseau permettrait à l'économie sociale et solidaire de faire du lobbying, un marketing plus performant et d'avoir plus d'influence
- Le réseau devrait être un lieu d'échanges concrets, permettant de discuter de problématiques communes.
- Découvertes d'autres idées, d'autres approches
- Développer la conscience Grande Région
- L'échange de bonnes pratiques (financement des structures d'économie sociale et solidaire, appels d'offres publics etc.)
- Le transfert de savoir-faire permet un travail plus rapide et efficace

Critères retenus par les participants pour le bon fonctionnement d'un réseau :

- Visibilité et identité
- Sensibilisation du grand public
- La création d'une plate-forme 'Interreg', qui permettrait de fournir un support technique réel [aides juridiques diverses, conseils et techniques d'amélioration de la communication externe, formations spécifiques afin de mieux cerner certains mécanismes tels que les appels d'offre ou les adjudications dans le cadre des marchés publics etc.], aux opérateurs d'économie sociale et solidaire afin d'être mieux positionnés sur les marchés, et pérenniser leurs activités et missions.
- veiller à la pérennisation du réseau et de ses moyens
- éclaircir le concept d'ESS et les différences entre ESS dans chaque région
- échange renforcé avec les politiques et économistes.
- Appui sur des réseaux existants
- Le futur réseau pourrait de manière plus souple être une plate forme
- Réalisation d'un répertoire transfrontalier de l'économie sociale et solidaire régulièrement mis à jour (contenant les adresses et coopérations)

Les participants souhaitent sensibiliser davantage les autorités publiques locales et/ou régionales ainsi que la société civile de la diversité des opérateurs et de la plus-value sociétale que les initiatives d'économie sociale et solidaire tendent à générer.

En effet, le secteur se veut innovant et n'hésite pas à occuper de véritables niches, notamment en matière de Développement durable/Environnement ou de réinsertion de publics fragiles, marginalisés (personnes handicapées, chômeurs de longue durée, travailleurs faiblement qualifiés, anciens détenus, etc.), domaines peu pris en compte par des initiatives publiques ou privées selon les participants.

A ce titre, il est, de l'avis des participants, indispensable également de contribuer davantage qu'aujourd'hui à la valorisation de certains métiers, notamment dans les services de proximité, à la personne, assurés par de très nombreuses organisations d'économie sociale et solidaire, indispensables à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens et publics cibles qui en bénéficient.

De l'avis des participants, la Grande Région n'est pas forcément l'espace le plus facile pour échanger. Ceci serait dû aux différences culturelles, aux différences de taille des opérateurs, à leurs modes de fonctionnement, de financement, à leurs besoins.

Cependant la diversité des interventions témoigne des besoins en matière d'échange, indépendamment de la question de savoir si l'outil le plus approprié est une plate forme, un réseau ou encore une autre forme d'échanges ou de rencontres.

Le groupe de travail a résumé les résultats des ateliers en huit points :

- Reconnaissance comme pilier économique au niveau national, de la Grande Région et européen par la politique et la société civile
- Échange pratique
- Positionnement sociopolitique
- Base de données des acteurs
- Newsletter, web site
- Aide technique, juridique etc. pour l'acquisition de marchés publics
- Plate-forme avec structure dynamique, souple et ouverte
- Recherche de partenaires

IV. Conclusions

L'écho positif de cette manifestation a confirmé que les acteurs travaillant dans ce secteur important pour le développement social recherchent des échanges techniques et des contacts personnels à un niveau transfrontalier et les jugent importants pour maîtriser leurs missions en commun compte tenu des évolutions rapides et fondamentales des conditions-cadre du contexte global.

Le Comité économique et social de la Grande Région le juge par conséquent important de veiller à ce que la coopération transfrontalière engagée trouve un prolongement au-delà de la manifestation au sens d'une coopération durable.

Dans le cadre du forum, le besoin d'un dialogue structuré a été confirmé à plusieurs reprises par les opérateurs présents. Les participants ont émis le souhait de poursuivre le dialogue dans le cadre d'une plateforme ouverte. De même l'absence d'un soutien technique et financier pour ce secteur a été soulignée, jugé essentiel pour un développement futur dans ce sens.

V. Recommandation au Sommet

Le CESGR recommande au Sommet de poursuivre le sujet et de prendre d'autres mesures afin de promouvoir ce secteur.

Il recommande par ailleurs d'intégrer les documents élaborés ainsi que les coordonnées recensées des opérateurs de l'économie sociale et solidaire au portail citoyen.

VI. Annexes

Annexe 1: Liste des participants

Atelier / Workshop 1	Président/ Leitung: Isabel Schlembach
Raum / Salle 312 Spaak	Rapporteur/ Berichterstatter : Joël Grosjean
Atelier / Workshop 2	Président/ Leitung: Vincent Coudeur
Raum / Salle 240 Schuman	Rapporteur/ Berichterstatter : Stéphane Balthazar
Atelier / Workshop 3	Président/ Leitung : Eric Lavillunière
Europasaal	Rapporteur/ Berichterstatter : Laurent Steichen

Organisation	Nom / Name	Prénom/ Vorname	Workshops / Atelier		
			1	2	3
Communauté germanophone de Belgique / Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens					
Alenergie VoG	Lux	Stephan	X		
Alenergie VoG	Malberg	Peter		X	
Alenergie VoG	Lizin	Cédric	X		
B.I.S.A.	Meyer	Patrick	X		
BW Die Zukunft	Faymonville	Alfons	X		
BW Die Zukunft	Colling	Alexa		X	
Caritas Gruppe	Wahle	Gisela			X
Caritas St Vith	Oerens	Mathieu			X
Familienhilfe VoG	Zimmermann- Bocken	Anneliese	X		
RCYCL	Borquet	Jean		X	
SOBAU VoG	Wanken	Gerd			X
SOS-Hilfe VoG	Provoost- Vliegen	Maria			X

Lorraine / Lothringen					
AGIR Lorraine	Kanarek	Sébastien			X
AGIR Lorraine	Molinari	Pauline			X
CRISTEEL	Duchene	Steve			X
IRIS	Biej	Laurence		X	
IRIS	Olenine	Marc			X
LORRAINE ACTIVE	Steyer	Nelly	X		
VALOPREST	Parachini	Elisabeth			X
Luxembourg / Luxemburg					
CIGL (Centre d'Initiative et de Gestion Local) d'Esch	Villemin	Jean	X		
CIGL (Centre d'Initiative et de Gestion Régional) de Remich	Weber	Eliane		X	
CIGL (Centre d'Initiative et de Gestion Local) d'Esch	Van De Walle	Nicolas			X
CIGS (Centre d'initiative et de Gestion Sectoriel) okkasiounsbutikk	Wagner	Daniel			X
CIGS (Centre d'initiative et de Gestion Sectoriel) Perspectives Emplois	Weis	André		X	
CO-LABOR S.C.	Neves	Marisa			X
CO-LABOR S.C.	Ludwig	Caroline		X	
CO-LABOR S.C.	Rapeau	Aurélien	X		
Confédération Caritas Luxembourg	Licina	Faruk		X	
Confédération Caritas Luxembourg	Urbé	Robert			X
Coopérations	Weber	Edy	X		
Coopérations	Kremer	Christophe		X	
Coopération Wiltz	Bee	Vanessa			X

INEES & Archipel	Biever	Romain			X
Inter-Actions	Schneider	Klaus		X	
Les Foyers et Services de l'Entraide	Paquet	Daniel			X
Objectif Plein Emploi	Remy	Diane		X	
Objectif Plein Emploi	Huens	Paul	X		
Objectif Plein Emploi - Service Europe	Steichen	Laurent			X
Objectif Plein Emploi Projet Kalendula	Brotcorne	Nicolas		X	
Province Luxembourg / Provinz Luxemburg					
EFT Au Travert	Denoulet	Jean-Louis		X	
NGE 2000	Moiens	Jean-Paul			X
SAWB	Bodson	Jean-Luc			X
SITELUX SCRL FS	Gaspard	Jean-Marie			
Mission Régionale Province de Luxembourg Belgique	Borcy	Jean-Pol			X
Rhénanie-Palatinat / Rheinland-Pfalz					
Europäisches Berufsbildungswerk Abteilung Trier, E. u. H.	Jacquey	Eric			X
Jugendhilfezentrum Don Bosco Helenenberg	Schmitz	Sieglinde	X		
Jugendhilfezentrum Don Bosco Helenenberg	Marx	Wolfgang			X
Sarre / Saarland					
Beschäftigungs- und Qualifizierungsgesellschaft des Landkreises Merzig-Wadern mbH	Gräve	Volker			X
Landesarbeitsgemeinschaft der Werkstätten für behinderte Menschen im Saarland e.V. LAG-WfbM-	Schmaus	Michael	X		
Landesarbeitsgemeinschaft der Werkstätten für behinderte Menschen im Saarland e.V. LAG-WfbM-	Weber	Diethard		X	

Reha GmbH	Latz	Gisbert			X
Wallonie / Wallonien					
Groupe Terre	Vetro	Salvatore	X		
Invités d'honneur / Ehrengäste					
Cabinet du Ministre Bernd Gentges	Drösch	Daniel		X	
Cabinet du Ministre-Président Rudy Demotte	Rensan	Isabelle			X
CGRI - DRI Service Transfrontalier et Interrégional européens	Robbeets	Jean-Pierre			X
Conseil régional de Lorraine	Muller	Etienne			X
Conseil régional de Lorraine	Schong	Jenny		X	
CSEF (Comité Subrégional de l'Emploi et de la Formation du Luxembourg)	BAILY	Jocelyne		X	
L'Autre Canal Chargé de mission Transfrontalier	Tirou	Rémy			X
Ministère de la Communauté germanophone de Belgique	PELZER	Myriam	X		
Ministre Vice-Président Ministre de la Formation et de l'Emploi, des Affaires sociales et du Tourisme	Gentges	Bernd			X
Ministre-Président de la Communauté germanophone de Belgique	Lambertz	Karl-Heinz			X
Président du CESGR	Boumans	Eduard	X		

Membres et experts du CESGR / Mitglieder und Experten des WSAGR					
Président du groupe de travail "Economie sociale et solidaire" du CESGR	RAHIER	Renaud			
Agence Conseil WFG	Schlembach	Isabel	X		
Caritasverband für die Diözese Trier e.V. Stabsreferat Europa	Warnking	Anna			X
Formation Andrée Renard Agence Conseil en Economie Sociale	Balthazar	Stéphane		X	
Institut Européen d'Economie Solidaire - INEES	Lavillunière	Eric			X
Ministère de l'Economie et du Commerce Extérieur (Luxembourg)	Decker	Luc		X	
Province de Luxembourg Département Développement Citoyen - Logement solidaire	Coudeur	Vincent		X	
Secrétaire Général de la Chambre Régionale Economie Sociale Lorraine	Grosjean	Joël	X		

Annexe 2: Liste exhaustive des opérateurs sélectionnés

Luxembourg

	Institution	Lieu	Activité principale
1	Aide Familiale asbl	Luxembourg	aide au domicile de familles
2	Fondation A.P.E.M.H. (Association des Parents d'Enfants Mentalement Handicapés)	Bettange-sur-Mess	Gestion Ateliers Protégés
3	Archipel asbl	Schifflange	Support administratif, juridique, logistique et coordination de projets Pérennisation et développement d'Ile aux clowns (clowns hospitaliers)
4	CIGL (Centre d'Initiative et de Gestion Local) d'Esch asbl	Esch-sur-Alzette	Prestations de service sur le territoire de la ville d'Esch-sur-Alzette CLICK / Internetstuff / réduction fossé numérique / cours informatiques
5	CIGR (Centre d'Initiative et de Gestion Régionale) de Wiltz Plus asbl	Wiltz	Mise en œuvre des projets dans les secteurs suivants: environnement, nouvelles technologies (Internetstuff), service de proximité, culture et tourisme, associations
6	CIGR (Centre d'Initiative et de Gestion Régionale) de Syrdall asbl	Sandweiler	Service de proximité-recyclage-environnement-internetstuff-
7	CIGS (Centre d'initiative et de Gestion Sectoriel) Perspectives Emplois asbl	Schifflange	Entretien des autoroutes, travaux environnement, jardinage, dans le cadre du développement durable
8	CIGS (Centre d'initiative et de Gestion Sectoriel) okkasiounsbutikk.lu	Differdange	Remise en état et transport de mobilier/gestion des clients, donateurs et du site Internet
9	CO-LABOR S.C.	Luxembourg	entreprise de l'économie sociale. Services: insertion et formation socioprofessionnelle. Activités: environnement, jardins, forêts et maraîchage bio.
10	Confédération Caritas Luxembourg	Luxembourg	coordination et soutien de ses membres, développement de projets nouveaux, études, défense des intérêts communs, formation, édition de publications, conférences, expositions etc.
11	Coopérations asbl	Wiltz	atelier protégé-centre socio culturel

12	Eilerenger Wäschbur, atelier thérapeutique	Ehlerange	traiter (laver, repasser, livrer/enlever, marquer) du linge personnel à des usagers d'institutions sociales ou publiques
13	EGCA (Fédération - Jeff Weitzel) Entente des Gestionnaires des Centres d'Accueil asbl	Luxembourg	AIDER ET COORDONNER les actions des organismes engagés sur le terrain de l'aide sociale;
14	Etika Initiativ fir Alternativ Finanzéierung asbl	Luxembourg	Créer et distribuer des produits de finance sociale
15	Fondation KRÄIZBIERG	Dudelange	insertion sociale et professionnelle de personnes atteintes d'un handicap physique et polyhandicapées
16	FORUM POUR L'EMPLOI ASBL	Diekirch	le Forum est une mesure d'insertion en faveur de l'emploi. Les demandeurs d'emploi encadrés par du personnel qualifié et expérimenté peuvent par le biais de nos projets, insérer le marché du travail
17	Institut Européen d'Economie Solidaire - INEES	Schifflange	information, recherche, publications, séminaires et conférences, réseautage et lobbying
18	Inter-Action asbl	Luxembourg	Travail communautaire, enfants, jeunes & adolescents, travail, surendettement
19	Kalendula Projet porté par Objectif Plein Emploi	Altwies	Mobiliser la société civile sur les dimensions du développement durable, création de partenariat, renforcement des acteurs
20	Les Services de l'entraide (Comité national de défense sociale asbl)	Troisvierges	balisage et entretien de sentiers touristiques, menuiserie, cuisine, protection de la nature, jardinage, sous-traitance, cartonnage
21	Naxi, centre de formation et d'Insertion professionnel pour femmes, Femmes en Détresse asbl	Luxembourg	insertion professionnelle par le biais de l'offre de formation pour femmes adultes
22	objectif Plein Emploi asbl	Schifflange	Recherche appliquée et accompagnement dans la gérance du réseau OPE
23	ProActif asbl	Schifflange	(ré)insertion des demandeurs d'emploi

Communauté germanophone de Belgique

	Institution	Lieu	Activité principale
1	Alenergie VoG	Eupen	création d'emplois stables et la formation permanente des travailleurs: promotion du bois en tant que porteur d'énergie
2	B.I.S.A.	Eupen	Insertion, création d'emplois, formation: Collecte et recyclage des déchets verts
3	BW Die Zukunft	Amel	Octroi aux personnes handicapées d'un travail adapté à leurs capacités: Montage d'armoires électriques
4	BW Eupen VoG	Eupen	Ateliers protégés: Emploi de personnes handicapées
5	Caritas Gruppe	St. Vith	Entreprise sociale d'insertion professionnelle et sociale: Réception et vente de meubles d'occasion ainsi que d'articles et de textiles ménagers d'occasion
6	Die Raupe, Projekt Self Pro	Eupen	projets d'intégration sociale FSE: Commerce de gros et intermédiaires du commerce, à l'exclusion du commerce de véhicules automobiles et motocycles
7	Familienhilfe VoG	Eupen	santé et action sociale: aide aux personnes âgées et aux familles
8	Hof Peter VoG	St.Vith	Emploi de personnes handicapées et particulièrement difficiles à placer: petit élevage, activités horticoles, entretien des sites, production de produits de boulangerie, traitement de produits et vente à la ferme, préparation des repas pour les collaborateurs.
9	Mut VoG	Eupen	Santé et action sociale: Formation, insertion, placement et emploi de personnes exclues du marché du travail: travail du bois et du métal
10	RCYCL	Lontzen	Formation, insertion, placement et emploi de personnes exclues du marché du travail: Collecte et tri d'encombrants
11	SOBAU VoG	Amel	Formation, insertion, placement et emploi de personnes exclues du marché du travail dans le cadre des activités d'une entreprise sociale dans le secteur du bâtiment et des métiers annexes

12	SOS-Hilfe VoG	Eupen	Santé et action sociale: activités de nettoyage et jardinage
----	---------------	-------	--

Province de Luxembourg

	Institution	Lieu	Activité principale
1	ETA LA LORRAINE	Arlon	intégration de la personne handicapée et valorisation du travail accompli: blanchisserie et nettoyage; Horticulture et espaces verts; Travaux forestiers
2	ETA Pépinières La Gaume SRRL-FS	Breuvanne - Tintigny	Horticulture et espaces verts; Artisanat; ventes de matériel et accessoires pour bassin d'eau et Pépinières
3	ETA Les Hautes Ardennes	Vielsalm	Bois et ameublement; Conditionnement: Blister, film rétracté. Thermoformage
4	ETA Jardins et Menuiserie de Barvaux	Barvaux S/O	Bois et ameublement; Transformation de marchandises; Emballage; Entretien de parcs et jardins; Blanchisserie et nettoyage
5	ETA Le Saupont	Bertrix	Conditionnement: emballage promotionnel, cellophanage, blistérisation ; Scierie et paletterie
6	ETA Serviplast	Bastogne	Conditionnement; Composants pour automobile; Fabrications métalliques
7	ETA Stallbois	Etalle	formation de travailleurs non qualifiés: travaux de sous-traitance en atelier: Bois et ameublement; Palettes et caisseries
8	Progrescom	Bertrix	Travaux forestiers; Services de proximité par transport multifonctionnel; Bois et ameublement
9	El Age d'or Services Centre Ardennes	Libramont	Prestations de services de proximité et de mobilité auprès des seniors et des personnes handicapées ou dépendantes
10	El Sitelux	Saint-Hubert	Tri et valorisation des déchets; Blanchisserie et nettoyage
11	EFT Habilux	Bastogne	Horticulture et espaces verts; Restauration et Horeca
12	EFT Au Travert	Hatrival	formation, stages, réinsertion professionnelle: horticulture et élevage
13	EFT Le Soy'voir faire (Jeunes au Travail)	Soy	Peinture, électricité, rénovation; montage de chalets; rénovation de meubles ; transport et déménagement

14	EFT Le Trusquin	Marloie	Insertion et orientation socio-professionnelle; construction, rénovation et aménagement général du bâtiment; transport et déménagement
15	OISP Centre de développement rural (CDR)	Ansart	Presse, édition et communication Formation en informatique, graphisme et pré-press
16	OISP La source	Bouillon	Insertion et orientation socio-professionnelle; Atelier de confection de marionnettes. Cours et travaux de couture; Formations en art, artisanat, informatique, nouvelles technologies, tourisme, nature, français, droit, gestion, comptabilité.
17	OISP Miroir Vagabond	Bourdon	insertion socioprofessionnelle: alphabétisation
18	Scrl Imprimeau	Sainte Ode	Presse, imprimerie
19	Scrl Filstrans	Saint-Hubert	Prêts et financements; Intervention en capital risque; Conseil en gestion et développement économique; Analyse et suivi de dossiers
20	SCRL Challenge	Libramont	Conseil en gestion et développement économique; accompagnement à la création de TPE ou entreprises individuelles; Coopératives d'activités
21	SCRL Coopérative Immobilière Sociale	Province Luxembourg	Favoriser l'émergence de nouveaux projets immobiliers à vocation sociale dont l'implantation est essentiellement envisagée en zones rurales (notamment dans le cadre de différents projets d'habitations groupées et adaptés pour des personnes âgées ou à mobilité réduite).

Wallonie

	Institution	Lieu	Activité principale
1	Groupe La Lorraine	Arlon	Mise au travail de travailleurs handicapés et/ou de publics fragilisés Services aux particuliers et aux collectivités Entretien des espaces verts ; Arboriculture ; Travaux forestiers

2	Groupe Terre	Herstal	Soutien de projets de développement durable, au service des plus démunis: Collecte, tri et revalorisation de vêtements, papiers et cartons
3	Hercule	Liège	Création d'emplois stables pour personnes peu ou pas qualifiées: Entretien/nettoyage de bureaux, commerces, collectivités, ateliers, etc.
4	Les Ateliers du Monceau	Grâce-Hollogne	Encadrement, information et mise au travail de personnes handicapées: Paletterie ; Caisserie & Reconditionnement de palettes
5	RECMA	Seraing	Favoriser l'insertion et la formation des peu (pas) qualifiés: Tri des PMC (SITEL) ; Nettoyage des conteneurs à verre usagé
6	SOCOMEF	Verviers	Fabrication de brûleurs à mazout pour foyers domestiques
7	Work'Inn	Waremmes + 4690 à Eben-Émael	Insertion socioprofessionnelle & remise au travail (de publics fragilisés): Cuisine de collectivité ; Services de restauration et Traiteur

Sarre

	Institution	Lieu	Activité principale
1	Arbeiterwohlfahrt - V.I.B. Verbund für Integration und Bildung	Dillingen	Information non communiquée
2	Arbeitswohlfahrt LV Saarland	Sarrebruck	Information non communiquée
3	Beschäftigungs- und Qualifizierungsgesellschaft des Landkreises Merzig-Wadern mbH	Merzig	réinsertion des demandeurs d'emploi: conception et mise en place de projets de réinsertion
4	Blieskasteler Werkstätten im GfMB GmbH	Blieskastel	Information non communiquée
5	Caritasverband für Saarbrücken und Umgebung	Sarrebruck	Information non communiquée
6	Deutscher Paritätischer Wohlfahrtsverband- LV Rheinland-Pfalz/Saar	Sarrebruck	Information non communiquée

7	Deutsches Rotes Kreuz Landesverband Saarland	Sarrebruck	association caritative: promotion de la santé, bénévolat, migration, travail transfrontalier, soins aux personnes atteintes de cancer, démence, cures
8	Diakonisches Werk an der Saar	Neunkirchen	association de solidarité: aide à la jeunesse, formation, lutte contre la pauvreté, service social de communauté, aide aux travailleurs immigrés
9	Haus Sonne Werkstatt für behinderte Menschen	Gersheim	Information non communiquée
10	Landesarbeitsgemeinschaft der Werkstätten für behinderte Menschen im Saarland e.V. LAG-WfbM-	Spiesen-Elversberg	Information non communiquée
11	Lebenshilfe für Behinderte Obere Saar e.V. Bübinger Werkstätten	Sarrebruck	Information non communiquée
12	Neue Arbeit Saar gGmbH	Sarrebruck	réinsertion sociale et professionnelle des demandeurs d'emplois: formation et promotion professionnelle
13	Paulus GmbH Werkstatt für behinderte Menschen	Merzig	Information non communiquée
14	Reha GmbH Werkstatt für behinderte Menschen	Sarrebruck	Information non communiquée
15	Saarländische Pflegegesellschaft e.V.	Sarrebruck	Information non communiquée
16	Service Center Neunkirchen gGmbH (SCN)	Neunkirchen	Information non communiquée
17	SWA - Saarpfalz-Werkstatt für angepasste Arbeit gGmbH	St. Ingebert	Information non communiquée
18	WZB Werkstattzentrum für behinderte Menschen der Lebenshilfe gGmbH	Spiesen-Elversberg	Information non communiquée

Rhénanie-Palatinat

	Institution	Lieu	Activité principale
1	A&O Gettmann - Arbeitsmarkt und Organisationsberatung Gettmann	Trèves	bureau de conseil en matière de réinsertion professionnelle
2	AliBi-Eifelservice gGmbH	Bitburg	réinsertion professionnelle de chômeurs de longue durée; création d'emplois pour les non ou peu qualifiés
3	Berufsbildungszentrum Bitburg-Prüm	Bitburg	Ecole de formation professionnelle, orientation professionnelle de jeunes en échec scolaire

4	Bürgerservice gemeinnützige Gesellschaft zur Integration Arbeitsloser	Trèves	insertion professionnelle et sociale, intégration de personnes handicapées, chômeurs de longue durée ainsi que des personnes issues de milieux défavorisés
5	Caritasverband Westeifel Haus der Begegnung	Irrel	formation continue, intégration sociale (centres aérés, loisirs avec des institutions partenaires luxembourgeoises)
6	Caritasverband für die Diözese Trier e.V. Stabsreferat Europa	Trèves	Confédération, promotion des stratégies de l'UE (formation continue, stratégie de Lisbonne) conseil en matière d'intégration professionnelle
7	Caritasverband Trier e.V. Integrationsfachdienst	Trèves	mesures en faveur de jeunes et de personnes handicapées, formation continue, qualification, encadrement de chômeurs
8	Caritas-Werkstätten gGmbH Arbeit - Bildung - Chancen	Trèves	atelier protégé
9	Caritaswerkstätten Mayen	Trèves	atelier protégé
10	Club Aktiv e.V. Arbeit-Bildung-Chancen	Trèves	insertion professionnelle et sociale de personnes handicapées
11	Deutsche Angestellten-Akademie Trier Rheinland-Pfalz e.V.	Trèves	formation continue pour salariés et chômeurs
12	Dekra Akademie GbMH Beratung-Coaching-Moderation	Gerolstein	intégration professionnelle (en particulier jeunes chômeurs et immigrés)
13	DiWiSo Beratungs-Coaching-Moderation	Trèves	Services dans le secteur économique et social, conseil
14	Europäisches Berufsbildungswerk Abteilung Trier, E. u. H.	Bitburg	mesures d'insertion professionnelle et sociale pour personnes handicapées à travers l'Europe
15	Haus der Jugend Haus-Verwaltungs- und Sanierungs GmbH	Konz	centre de jeunes, insertion professionnelle de jeunes
16	INMIT / Institut für Mittelstandsökonomie	Trèves	conseil aux petites et moyennes entreprises
17	Jugendhilfezentrum Don Bosco Helenenberg	Welschbillig	préparation à la vie active et qualification pour jeunes défavorisés (jardinage, boulangerie)
18	LERNEN FÖRDERN TG RLP e.V. und Kommunikation GmbH	Trèves	conseil et aide aux jeunes en phase de transition école-vie active; orientation professionnelle
19	Palais e.V. Kinder- und Jugendhilfe	Trèves	aide professionnelle pour les jeunes, aide familiale, centre aéré
20	Plan B und Verbundsystem Arbeitsmarktintegration Benachteiligter in der Region Trier	Osburg	réseau de conseil dans le domaine social, intégration de jeunes encadrés par des éducateurs spécialisés (groupes filles/ femmes, école/ vie active)
21	Sozialdienst kath. Frauen - Annastift Trier gGmbH	Trèves	encadrement et qualification de femmes en détresse (SDF; enceinte; mère célibataire)

22	transcultur - Verein für transkulturelle Aktivitäten e.V.	Trèves	théâtre de rue transfrontalier pour jeunes
23	Transfer-Gerontopsychiatrie	Wittlich	conseil en matière d'organisation et d'intégration sociale pour malades mentaux
24	Überbetriebliches Ausbildungszentrum	Wittlich	qualification en matière de travail adapté/artisanat pour des jeunes défavorisés et qualification de chômeurs de longue durée
25	Ada-Lovelace-Projekt c/o Universität Trier FB IV - E-Gebäude	Trèves	réseau au niveau du Land en faveur des femmes exerçant ou souhaitant exercer des professions dans le domaine des sciences naturelles
26	Verein der Nutzer und Förderer des Bürgerhauses Trier-Nord e.V.	Trèves	formation et loisirs dans des quartiers défavorisés; qualification en matière de services domestiques, réaménagement d'habitats avec la participation des habitants

Lorraine

Institution	Lieu	Activité principale
-------------	------	---------------------

1	IRIS	Hayange	formation continue
2	Valoprest	Florange	traitement des déchets
3	AMIE	Belleville sur Meuse	droits - insertion
4	MOB Emploi	Metz	droits - insertion
5	CAP Entreprendre	Forbach	conseils
6	Fondation MACIF	Guebwiller	fonda. entr. Mutuelles Ass.
7	CRISTEEL	Nancy	soutien technique (projets UE)
8	Lorraine Active	Nancy	outils financiers
9	Lorraine Ateliers	Rombas	Aide par le travail
10	AGIR Lorraine	Briey	Information non communiquée
11	AFIL	Longwy	Formation
12	ADEF	Mont Saint Martin	Information non communiquée

Annexe 3: Grille opérateurs

Einrichtung/Institution	
Straße/Rue	
PLZ/Code postal	
Ort/Lieu	
Kontaktperson/ <i>Personne de contact</i>	
Tel	
E-Mail	
Zielsetzung/ <i>finalité</i>	
Mitarbeiter (Anzahl) <i>effectifs (nombre)</i>	
Beschreibung der Tätigkeit/ <i>description de l'activité</i>	
Haupttätigkeit/ <i>activité principale</i>	
Nebentätigkeit/ <i>activité secondaire</i>	
weitere Tätigkeiten/ <i>autres activités</i>	
juristischer Status/ <i>statut juridique</i>	
Betriebsertrag/ <i>chiffre d'affaires</i>	
Entwicklungsperspektiven/ Zukunftsprojekte <i>perspectives de développement/ projets d'avenir</i>	
Betätigungsfeld <i>champ d'activité</i>	
Zugehörigkeit zu einem (grenzüberschreitenden) Netzwerk/ <i>appartenance à un réseau (transfrontalier)?</i>	
JA/ OUI → welches / lequel?	
NEIN/ NON → Bereitschaft zur grenzüberschr. Zus.arbeit <i>disposé à s'associer à un réseau transfrontalier</i>	

Annexe 4 : Programme Forum (invitation adressée aux opérateurs)

■ Sehr geehrte Damen und Herren,

der Wirtschafts- und Sozialausschuss der Großregion (WSAGR) veranstaltet ein grenzüberschreitendes Forum für Operateure der Sozial- und Solidarwirtschaft aus der Großregion.

Das Forum gibt Ihnen die Gelegenheit, andere Operateure des dritten Arbeitsmarktes kennenzulernen und mögliche Kooperationspartner aus der Großregion zu treffen. Ziel der Veranstaltung ist die Schaffung eines grenzüberschreitenden Netzwerkes der Sozial- und Solidarwirtschaft.

Die Tagesveranstaltung findet statt am **Montag, dem 19. November 2007**, von 10.00 bis 16.00 Uhr, im Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens in Eupen.

Die Teilnahme ist kostenlos.

■ Mesdames, Messieurs,

le Comité économique et social de la Grande Région (CESGR) organise un forum transfrontalier de l'économie sociale et solidaire qui s'adresse à des opérateurs de ce secteur de la Grande Région.

Ce forum vous offre la possibilité de faire la connaissance d'autres opérateurs et de rencontrer de potentiels partenaires de coopération. L'objectif de la journée est la création d'un réseau transfrontalier regroupant des acteurs de l'économie sociale et solidaire de la Grande Région.

Le forum se tiendra le **lundi 19 novembre 2007**, de 10.00 à 16.00 heures, au Ministère de la Communauté germanophone de Belgique à Eupen.

La participation est gratuite.

Eduard Boumans

Vorsitzender des WSAGR
Président du CESGR

Renaud Rahier

Arbeitsgruppe Sozial- und
Solidarwirtschaft
Groupe de travail Economie
sociale et solidaire

Informationen - Renseignements

Sekretariat des Wirtschafts- und Sozialausschusses der Großregion
Secrétariat du Comité économique et social de la Grande Région
Christina Suess · Tel.: +352 26 36 35 30
E-Mail: Christina.suess@cesgr.etat.lu

Veranstaltungsort - Adresse du jour

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
Ministère de la Communauté germanophone
Gospert 1
B-4700 EUPEN
Tel.: +32 (0)87 59 63 00

Anfahrtskizze - Plan d'accès

zum Ministerium der DG
mit öffentlichen Parkplätzen in der Nähe

*pour le Ministère de la Communauté germanophone
avec parkings publics dans les environs*



EINLADUNG INVITATION



Netzwerk
der Sozial- und Solidarwirtschaft
der Großregion

Réseau
de l'Économie sociale et solidaire
de la Grande Région



DG

mit Unterstützung der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens
avec le soutien de la Communauté germanophone de Belgique

Grenzüberschreitendes Forum der Sozial- und Solidarwirtschaft

organisiert vom Wirtschafts-
und Sozialausschuss der Großregion – WSAGR

19. November 2007

Ministerium der Deutschsprachigen
Gemeinschaft Belgiens
in Eupen

Forum transfrontalier de l'Économie sociale et solidaire

organisé par le Comité économique et social
de la Grande Région – CESGR

19 novembre 2007

au Ministère de la Communauté
germanophone de Belgique
à Eupen



PROGRAMM PROGRAMME

9.30 Uhr	Empfang der Teilnehmer	9h30	Accueil des participants
10.00 Uhr	Eröffnung Karl-Heinz Lambertz Minsterpräsident der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens	10h00	Discours d'ouverture Karl-Heinz Lambertz Ministre-Président de la Communauté germanophone de Belgique
10.15 Uhr	Thematische Einführung Eric Lavillunière Institut Européen de l'Économie Solidaire (INEES)	10h15	Introduction thématique Eric Lavillunière Institut Européen de l'Économie Solidaire (INEES)
10.30 Uhr	Workshops Erfordernisse und Erwartungen an eine grenzüberschreitende Kooperation <ul style="list-style-type: none"> • Wie lässt sich das soziale Vorhaben mit der Logik des Marktes und mit öffentlichen Ausschreibungen vereinbaren ? • Wie können Best practices, Wissenstransfer und sozio-ökonomische Zusammenarbeit in der Großregion gefördert werden ? 	10h30	Ateliers Les besoins et attentes des opérateurs pour une coopération transfrontalière <ul style="list-style-type: none"> • Comment garantir son projet social face à la logique du marché, comment mieux intégrer l'économie sociale dans les marchés publics ? • Comment promouvoir l'échange de bonnes pratiques, les transferts de savoir-faire et la coopération socio-économique au sein de la Grande Région ?
12.30 Uhr	Mittagessen – Austausch	12h30	Pause déjeuner et espace rencontre
14.00 Uhr	Ergebnisse aus den Workshops	14h00	Rapports des travaux des ateliers
14.45 Uhr	Allgemeine Diskussion Leitung: John Castegnaro Abgeordneter des luxemburgischen Parlaments	14h45	Débat général Présidence: John Castegnaro membre de la chambre des députés du Grand-Duché de Luxembourg
15.30 Uhr	Unterzeichnung der Absichtserklärung und Schlusswort	15h30	Signature de la Déclaration d'Intention et conclusion
16.00 Uhr	Pressekonferenz	16h00	Conférence de presse

Annexe 5: Membres du groupe de travail de l'Économie sociale et solidaire

	Region	Name		Adresse	E-Mail	Tel
1	DGB	Herr Renaud RAHIER	Titulaire	FGTB Aachener Strasse 48 B-4700 EUPEN	renaud.rahier@fgtb.be	0032 87 76 52 30 00 32 475 22 84 74
2	DGB	Frau Isabel SCHLEMBACH	Expert	WFG Ostbelgien Quantum Business Center Hütte 79/20 B-4700 EUPEN	isabel.schlembach@wfg.be	0032 87 56 82 16
3	LUX	Dr. Alexandra GUARDA-RAUCHS	Titulaire	Ministère de l'Economie et du Commerce Extérieur L-2914 Luxembourg	alexandra.guarda-rauchs@eco.etat.lu	00352 478 41 81 fax: 26 86 45 18
4	LUX	Herr Luc DECKER	Expert	Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur L-2914 Luxembourg	luc.decker@eco.etat.lu	00352 478 41 41
5	LUX	Monsieur Eric LAVILLUNIERE	Expert	INEES 12, rue du Moulin L-3857 SCHIFFLANGE	lavilluniere@inees.org	00 352 53 04 45 432
6	LUX	Monsieur Laurent STEICHEN	Expert	Réseau Objectif Plein emploi 36, Grand-Rue L-3730 Rumelange	lsteichen@ope.lu	(+ 352) 26 56 69 307
7	RP	Herr Karl-Heinz PÄULGEN	Titulaire	DGB-Region Trier Herzogenbuscher Strasse 52 D-54292 TRIER	karlheinz.paeulgen@dgb.de	0049 651/23 037

8	SAAR	Herr Oliver GROLL	Titulaire	Industrie- und Handelskammer des Saarlandes Franz-Josef Röder Strasse 9 D-66119 SAARBRÜCKEN	oliver.groll@saarland.ihk.de	0049 681 95 20 413
9	SAAR	Herr Werner MÜLLER	Suppléant	Arbeitskammer des Saarlandes Fritz Dobisch Strasse 6-8 D-66111 SAARBRÜCKEN	werner.mueller@arbeitskammer.de	
10	WAL	Monsieur Joël THIRY	Suppléant	FGTB Luxembourg 80, rue des Martyrs B-6700 ARLON	joel.thiry@fgtb.be	0032 63 23 00 59
11	WAL	Monsieur Stéphane BALTHAZAR	Expert	Formation Andrée Renard Agence Conseil en Economie Sociale Place St. Paul 6 4000 Liège	sbalthazar@far.be	0032 4 221 96 34
12	LOR	Monsieur Joël GROSJEAN	Expert	Secrétaire Général de la Chambre Régionale Economie Sociale Lorraine 66, rue Principale 57530 SANRY sur NIED	joelgrosjean@free.fr	0033 3 87 64 47 66 0033 6 63 83 43 47
13	SAAR	Herr Christian ULLRICH	Expert	Rechtsanwalt Verband der Metall- und Elektroindustrie des Saarlandes e.V. / VSU e.V. Harthweg 15 - 66119 Saarbrücken Postfach 65 04 33 - 66143 Saarbrücken	ullrich@messar.de	0681 954 34-31 0172 685 96 60 0681 938 55 54 Fax: 9 54 34-61

14	WAL	Monsieur Vincent Coudeur	Expert	Province de Luxembourg Département Développement Citoyen Logement solidaire Rue de la Converserie, 44 6870 SAINT-HUBERT	v.coudeur@nge2000.luxembourg.be	Tél.: 061 / 61 00 50 0474 84 04 38
15	WAL	Monsieur Heinz EVERTZ	Expert	Form'Action André Renard Place St-Paul, 9 4000 Liège	hevertz@far.be	0032/ 4 221 96 44
16	LOR	Monsieur Renaud PELTIER	Expert	Chambre Régionale Economie Sociale de Lorraine Maison de la Mutualité 7 rue Lyautey Bp 422 54 001 Nancy cedex		
17	RP	Frau Anna WARNKING	Expert	Caritasverband für Diözese Trier e.V. Stabsreferat Caritas in Europa Postfach 1250 54202 Trier Liga der Spitzenverbände der Freien Wohlfahrtspflege Rheinland-Pfalz	alberic-i@caritas-trier.de / warnking-a@caritas.trier.de / g.salz@liga-rlp.de	tél.: (06 51) 94 93 108 fax: (06 51) 94 93 294